

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR.  
1 3 -07- 2004 | 0 5 -08- 2004 | N°

72.346 / 10/319.02

4

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES  
D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE  
FRANCAISE, DE LA REGION WALLONNE ET DE LA COMMUNAUTE  
GERMANOPHONE**

Convention collective de travail du 6 juillet 2004  
modifiant la convention collective de travail du 24 juin 1991 relative à la  
modification de la convention collective de travail du 23 février 1990 créant un  
Fonds de sécurité d'existence « Fonds social I.S.A.J.H. ».

**CHAPITRE I – Objet**

**Article 1er** A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2004, le Fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social pour les institutions et services d'aide à la jeunesse et/ou handicapés", en abrégé "Fonds social I.S.A.J.H.", institué, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet 1989, par la CCT du 23 février 1990, est régi par la présente convention collective.

**CHAPITRE II - Champ d'application**

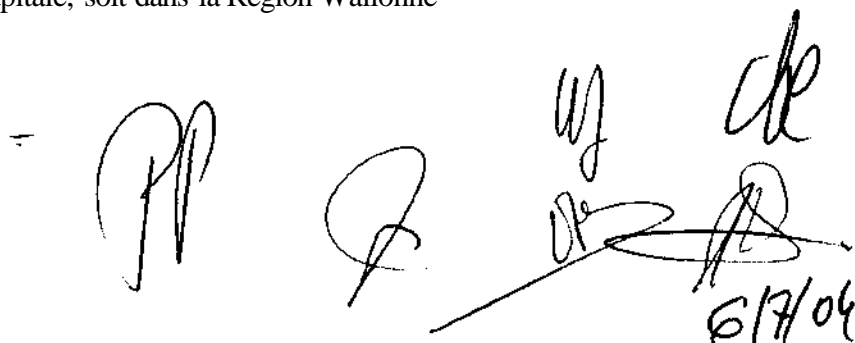
**Art. 2** La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services qui relèvent de la compétence de la Sous-Commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement et qui sont agréés et/ou subsidiés par la Communauté française, la Région wallonne et la Communauté germanophone ou la Commission communautaire française, ainsi qu'aux travailleurs et employeurs des établissements et services exerçant les mêmes activités et qui ne sont ni agréés ni subventionnés et dont l'activité principale est exercée en Région wallonne.

**Art. 3** On entend par travailleurs : les employées et employés, les ouvrières et ouvriers.

**CHAPITRE III - Dénomination, durée, siège social, objet et financement**

**Art. 4** Le Fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social pour les institutions et services d'aide à la jeunesse et/ou handicapés", en abrégé "Fonds social I.S.A.J.H.", visé à l'article 1er, est renommé "Fonds social des institutions et services d'aide aux jeunes, aux adultes en difficulté et aux personnes handicapés", en abrégé "Fonds social I.S.A.J.H."

**Art. 5** Le siège du Fonds est établi à 1000 Bruxelles, 48, Quai du Commerce. Il peut être transféré, par décision unanime du Comité de gestion du Fonds social I.S.A.J.H., en tout autre lieu, soit dans la région de Bruxelles-Capitale, soit dans la Région Wallonne

Handwritten signatures and date: PP, P, W, CR, and a large signature with the date 6/17/04.

4

**Art. 6** Dans le respect de la loi du 7 janvier 1958 sur les Fonds de sécurité d'existence, le Fonds a notamment pour objet :

- 1° de financer, d'octroyer et de liquider des avantages sociaux à certains travailleurs, anciens travailleurs ou services visés à l'article 2 de la présente convention collective;
- 2° de financer et d'organiser la formation professionnelle des travailleurs et des jeunes ou autres groupes cibles, individuellement ou collectivement;
- 3° de prendre des mesures de promotion du respect des obligations sociales.

**Art. 7** A cet effet, le Fonds social I.S.A.J.H. peut recevoir, gérer et affecter aux objectifs auxquels ils sont destinés, tous moyens financiers, permanents ou ponctuels, émanant d'instances diverses tant au niveau régional, communautaire, fédéral, européen ou autre.

Le Fonds peut recevoir, gérer et affecter aux objectifs auxquelles elles sont destinées, les cotisations versées par les employeurs, tels que définis à l'article 1 de la présente convention collective.

S'il échet, le montant de ces cotisations sera **fixé** par convention collective de travail, conclue au sein de la Sous-Commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Le Fonds peut recevoir, gérer et affecter les éventuels intérêts financiers de ces cotisations et moyens financiers capitalisés, pour autant que ceux-ci soient spécifiquement dédiés aux employeurs et travailleurs décrits à l'article 2.

#### CHAPITRE IV. - Administration

**Art. 8.** Le Fonds est géré par un Comité de gestion paritaire, composé de douze membres effectifs et de douze membres suppléants.

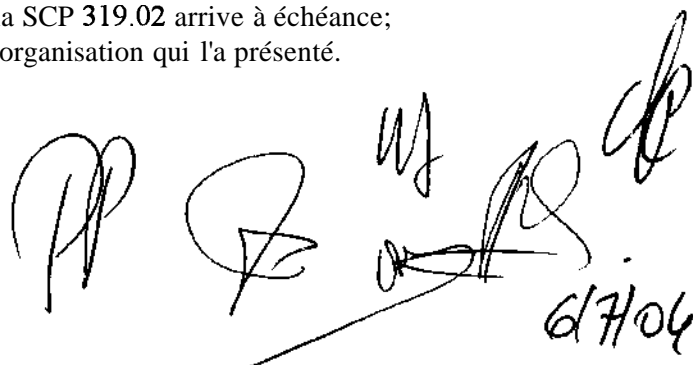
Les membres du Comité de gestion sont désignés par la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, respectivement pour moitié par les organisations professionnelles d'employeurs et pour moitié par les organisations représentatives des travailleurs.

Au moins la moitié des membres sur chaque banc (effectifs ou suppléants) du Comité de gestion du Fonds est désignée parmi les membres (effectifs ou suppléants) de la SCP 319.02.

**Art. 9** Les membres du Comité de gestion sont désignés pour la même période que celle du mandat des membres de la SCP 319.02.

**Art. 10** Le mandat de membre du Comité de gestion prend fin :

- en cas de démission ou décès de l'intéressé;
- lorsque le mandat des membres de la SCP 319.02 arrive à échéance;
- lorsque le mandat est révoqué par l'organisation qui l'a présenté.

  
6/7/04

4

Le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 11 Les mandats des membres du Comité de gestion sont renouvelables.

Art. 12 Les gestionnaires du Fonds social ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le Fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

Art. 13 Le Comité de gestion choisit par période de deux années, un Président et un Vice-Président parmi ses membres, issus alternativement de la délégation des représentants des travailleurs et de la délégation des représentants des employeurs.

Il désigne également la ou les personnes chargées du secrétariat.

Art. 14 Le Comité de gestion dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds social, dans les limites fixées par la loi et par la présente convention collective. Il doit établir un règlement d'ordre intérieur.

Le Comité de gestion est valablement représenté dans toutes ses actions et à toutes fins, y compris toute action judiciaire, tant en demandant qu'en défendant, par le Président du Comité de gestion et le membre désigné par le Comité pour assurer cette représentation

Art. 15 Le Comité de gestion a notamment pour missions :

- a) de réaliser les missions prévues par l'article 6 de la présente convention;
- b) de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du Fonds social;
- c) d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente convention collective;
- d) de déterminer annuellement les frais d'administration, de même que la quotité des recettes annuelles à consacrer à ces frais;
- e) de transmettre chaque année, au cours du moins de juin, un rapport écrit sur l'exécution de sa mission au Président de la SCP 319.02.

Art. 16 Le Comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre au siège du Fonds social, soit sur convocation du Président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins des membres du Comité de gestion, soit à la demande d'une organisation représentée. Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux des réunions sont établis par le secrétaire désigné par le Comité de gestion.

Art. 17 Le Comité de gestion ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins tant des membres de la délégation des travailleurs que des membres de la délégation des employeurs, est présente ou représentée. Les décisions du Comité de gestion sont prises à la majorité des votants dans chaque délégation

En cas d'absence, les membres effectifs ou suppléants au Comité de gestion peuvent donner procuration à un autre membre du Comité de gestion de la façon prévue par le règlement d'ordre intérieur. Les membres présents peuvent être porteurs au maximum d'une procuration.

PP

de [signature] 6/7/04

4

**Art. 18** La comptabilité du Fonds est tenue dans le respect des dispositions de l'Arrêté Royal du 15 janvier 1999 relatif à la comptabilité et au compte annuel des Fonds de sécurité d'existence. Le bilan et les comptes sont clôturés au 31 décembre

#### CHAPITRE V - Allocations et bénéficiaires

**Art. 19** La liquidation des avantages ne peut en aucun cas être subordonnée au paiement de cotisations dues par un employeur.

Les travailleurs et employeurs de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone ont droit aux interventions du Fonds dont les montants, le type et les conditions d'octroi sont définies par le Comité de gestion du Fonds.

#### CHAPITRE VI -Contrôle

**Art. 20** Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958, la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone désigne un expert-comptable ou un réviseur en vue du contrôle de la gestion du Fonds social.

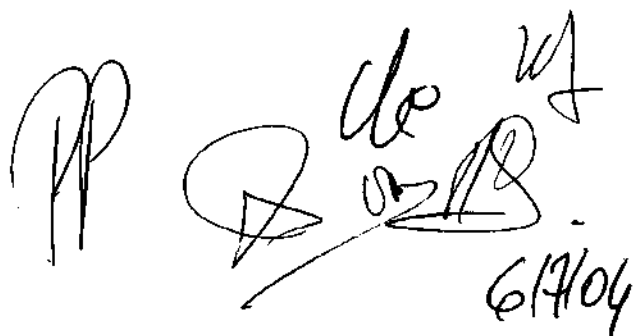
Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport de sa mission à la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

En outre, il informe régulièrement le Comité de gestion du Fonds social des résultats de ses investigations et il fait les recommandations qu'il juge utiles.

#### CHAPITRE VII - Disposition particulière

**Art. 21** Une section spécifique "Fonds de paiement de la prime syndicale" est créée au sein du Fonds I.S.A.J.H.. Elle est chargée de la gestion des subventions allouées pour le paiement des primes syndicales aux affiliés cotisant à une des organisations syndicales représentées à la SCP 319.02.; seuls les représentants des organisations représentatives des travailleurs siègent à cet effet.

Le Comité de gestion du Fonds social I.S.A.J.H. arrête le règlement d'ordre intérieur du "Fonds de paiement de la prime syndicale", qui gère ses ressources selon une comptabilité propre et exclusive. La comptabilité du "Fonds de paiement de la prime syndicale" reste soumise au contrôle du Comité de gestion du Fonds social I.S.A.J.H. et également à celui des instances compétentes des pouvoirs publics.

  
6/7/04

## CHAPITRE VIII - Dissolution et liquidation


Art. 22 Le Fonds social ne peut être dissous que par décision unanime de la Sous-Commission paritaire des établissements et services d'éducation de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, qui prend ses effets à l'expiration du deuxième mois qui suit celui au cours duquel cette décision a été prise.

La Sous-Commission paritaire désigne les liquidateurs parmi les membres du Comité de gestion et définit leurs pouvoirs. Elle détermine l'affectation des avoirs qui doit être en concordance avec l'objectif en vue duquel le Fonds social a été institué.

## Chapitre VIII - Dispositions finales

Art. 23 La présente CCT entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties peut la dénoncer moyennant un préavis de trois mois, adressé par lettre recommandée au Président de la Sous-Commission paritaire. Le délai de trois mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au Président.

PP R   
M 6/7/04

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE OPVOEDINGS- EN  
HUISVESTINGSINRICHTINGEN EN -DIENSTEN VAN DE FRANSE  
GEMEENSCHAP, HET WAALSE GEWEST EN DE DUITSTALIGE  
GEMEENSCHAP**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 2004  
tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juni 1991 betreffende de  
wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 februari 1990 tot oprichting  
van een Fonds voor bestaanszekerheid "Fonds social I.S.A.J.H."

**HOOFDSTUK I - Doel**

**Artikel 1.** *Vanaf 1 september 2004 wordt het Fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Fonds social pour les institutions et services d'aide à la jeunesse et/ou handicapées", afgekort "Fonds social I.S.A.J.H.", opgericht, met terugwerkende kracht, op 1 juli 1989, door de CAO van 23 februari 1990, geregeld door deze collectieve arbeidsovereenkomst.*

**HOOFDSTUK II - Toepassingsgebied**

**Art. 2.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers van de inrichtingen en diensten die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten en die erkend **en/of gesubsidieerd** worden door de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap of de Franse Gemeenschapscommissie, evenals op de werknemers en de werkgevers van de inrichtingen en diensten die dezelfde activiteiten uitoefenen en die **niet** erkend of gesubsidieerd worden en waarvan de hoofdactiviteit wordt uitgeoefend in het Waalse Gewest.

**Art. 3.** Onder werknemers wordt verstaan, de mannelijke en **vrouwelijke** arbeiders en bedienden.

**HOOFDSTUK III - Benaming, duur, maatschappelijke zetel, doel en financiering**

**Art. 4.** *Het Fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Fonds social pour les institutions et services d'aide à la jeunesse et/ou handicapées", afgekort "Fonds social I.S.A.J.H.", bedoeld in artikel 1, wordt herbenoemd "Fonds social des institutions et services d'aide aux jeunes, aux adultes en difficulté et aux personnes handicapées", afgekort « Fonds social I.S.A.J.H. ».*

**Art. 5.** De zetel van het Fonds bevindt zich te 1000 Brussel, Handelskaai 48. Deze zetel kan verplaatst **worden**, bij eenparig besluit van het Beheerscomité van het Fonds social I.S.A.J.H., naar gelijk welke andere plaats, hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Waalse Gewest.

4

Met inachtneming van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fonds voor bestaanszekerheid, heeft het Fonds meer bepaald tot doel:

1° de sociale voordelen voor bepaalde werknemers, vroegere werknemers of diensten, bedoeld in artikel 2 van deze collectieve overeenkomstte financieren, toe te kennen en te verdelen;

2° de beroepsopleiding van de werknemers en de jongeren of andere doelgroepen, individueel of collectief, te financieren en te organiseren;

3° promotiemaatregelen treffen mits naleving van de sociale verplichtingen.

**Art. 7. Daarom** kan het Fonds social I.S.A.J.H. alle financiële middelen, permanent of nauweget, die uitgaan van de verschillende instanties, zowel op gewestelijk, gemeenschappelijk, federaal, Europees of ander niveau, ontvangen, beheren en toewijzen.

Het Fonds kan de bijdragen die gestort worden door de werkgevers, zoals bepaald in artikel 1 van deze collectieve overeenkomst, ontvangen, beheren en toewijzen aan de doelstellingen waarvoor zij bestemd zijn.

Indien nodig zal het bedrag van de bijdragen vastgelegd worden door een collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Subcomité voor de huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Het Fonds kan de eventuele financiële interessen van deze gekapitaliseerde bijdragen en financiële middelen ontvangen, beheren en toewijzen, voor zover deze specifiek bestemd zijn voor de werkgevers en werknemers bedoeld in artikel 2.

#### HOOFDSTUK IV - Beheer

**Art. 8.** Het Fonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité, samengesteld uit 12 effectieve en 12 plaatsvervangende leden.

De leden van het beheerscomité worden aangeduid door het Paritair Comité voor de opvoedingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, respectievelijk voor de helft door de professionele werkgeversorganisaties en voor de helft door de representatieve werknemersorganisaties.

Ten minste de helft van de leden (effectieven en plaatsvervangers) van elke zijde van het beheerscomité wordt aangeduid onder de leden (effectief of plaatsvervangend) van PSC 319.02.

**Art. 9.** De leden van het beheerscomité worden aangeduid voor dezelfde periode als deze van het mandaat van de leden van PSC 319.02.

**Art. 10.** Het mandaat van een lid van het beheerscomité loopt af:

- in geval van ontslag of overlijden van de betrokkene;
- als het mandaat van de leden van PSC 319.02 vervalt;

- 9
- **als** het **mandaat** wordt ingetrokken door de organisatie die het heeft voorgedragen.

Het nieuwe **lid** voltooit het mandaat van zijn voorganger.

Art. **11.** De **mandaten** van de **leden** van het **beheerscomité** zijn vernieuwbaar.

Art. 12. De beheerders van het fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan wat de verbintenissen betreft die door het fonds zijn aangegaan. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich **tot** de uitvoering van het beheersmandaat dat zij hebben ontvangen.

Art. 13. Het beheerscomité kiest, **om** de twee jaar, een Voorzitter en een Ondervoorzitter onder haar **leden**, afwisselend uit de afvaardiging van de werknemersvertegenwoordigers en uit de afvaardiging van de werkgeversvertegenwoordigers.

Het comité duidt eveneens de persoon of personen aan die verantwoordelijk zijn voor het secretariaat.

Art. 14. Het beheerscomité beschikt over de **meest** uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het sociaal fonds, binnen de grenzen bepaald door de wet en door deze collectieve overeenkomst. Er moet een huishoudelijk **reglement** worden opgesteld.

Het beheerscomité wordt geldig vertegenwoordigd in al haar daden, met inbegrip van **alle** juridische **stappen**, **zoals** als eiser als als verweerder, door de Voorzitter van het beheerscomité en het lid, aangeduid door het comité, om deze vertegenwoordiging te waarborgen.

Art. 15. Het beheerscomité heeft **meer** bepaald als taken:

- a) het verwezenlijken van de taken, bepaald door artikel 6 van deze overeenkomst;
- b) het aanwerven en eventueel ontslaan van het personeel van het sociaal fonds;
- c) **controle** uitoefenen en **alle** mogelijke maatregelen **nemen** voor de uitvoering van deze collectieve overeenkomst;
- d) jaarlijks de **administratiekosten** bepalen, evenals het evenredig bedrag van de jaarlijkse ontvangsten die aan deze kosten moeten worden besteed;
- e) **elk** jaar, tijdens de maand juni, een schriftelijk verslag bezorgen aan de Voorzitter van PSC 319.02 over de uitoefening van haar taak.

Art. 16. Het beheerscomité vergadert ten **minste** een **maal** per semester ter **zetel** van het sociaal fonds, hetzij op **uitnodiging** van de Voorzitter, die ambtshalve handelt, ofwel op vraag van een vertegenwoordigde organisatie. De uitnodigingen moeten de agenda **vermelden**.



4

De notulen van de vergaderingen worden opgemaakt door de secretaris, aangeduid door het **beheerscomité**.

Art. 17. Het beheerscomité kan slechts geldig vergaderen **als** de ten **minste** de **helft** van **zowel** de **leden** van de werknemersafvaardiging als van de **leden** van de werkgeversafvaardiging aanwezig **of vertegenwoordigd** is. De beslissingen van het beheerscomité worden met meerderheid van stemmen in **elke** afvaardiging genomen.

In **geval** van afwezigheid kunnen de effectieve of plaatsvervangende leden van het beheerscomité een volmacht geven aan een ander **lid** van het beheerscomité op de wijze bepaald door het huishoudelijk **reglement**. *De **aanwezige leden mogen maximaal een volmacht hebben.***

Art. 18. De boekhouding van het fonds wordt gevoerd met inachtneming van de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 januari 1999 betreffende de boekhouding en de jaarrekening van de fondsen voor bestaanzekerheid. De balans en de rekeningen worden gesloten op 31 december.

#### HOOFDSTUK V - Toewijzingen en rechthebbenden

Art. 19. De liquidatie van de voordelen **mag** in geen **enkel** geval ondergeschikt zijn aan de betaling van de bijdragen verschuldigd door een werkgever.

De werknemers en de werkgevers van het Paritair Subcomité voor de opvoedingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap hebben recht op tegemoetkomingen van het fonds, waarvan de bedragen, de soort en de **toekenningsvoorwaarden** worden bepaald door het beheerscomité van het fonds.

#### HOOFDSTUK VI - Controle

Art. 20. **Overeenkomstig** artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 duidt het Paritair Subcomité voor de opvoedingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap een accountant of een revisor aan met het oog op de **controle** van het beheer van het sociaal fonds.

Die **moet**, ten minste een **maal** per jaar, een verslag **opmaken** van zijn taak aan het Paritair Subcomité voor de opvoedingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Bovendien **licht** hij regelmatig het beheerscomité van het sociaal fonds in over de resultaten van zijn onderzoek en hij doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

## HOOFDSTUK VII - Bijzondere bepaling

**Art. 21.** Er wordt een **specifieke** afdeling "Fonds de paiement de la prime syndicale" opgericht in het Fonds I.S.A.J.H., die belast is met het beheer van de subsidies die worden toegekend voor de betaling van de **vakbondspremies** aan de **leden** die bijdragen aan een van de vakorganisaties, vertegenwoordigd in PSC 319.02. **Enkel** de vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties zetelen hieromtrent.

Het beheerscomité van het fonds social I.S.A.J.H. bepaalt het huishoudelijk **reglement** van het "Fonds de paiement de la prime syndicale", dat de middelen beheert volgens een eigen en exclusieve boekhouding. De boekhouding van het "Fonds de paiement de la prime syndicale" blijft onder de **controle** van het beheerscomité van het fonds social I.S.A.J.H. en eveneens onder die van de bevoegde instanties van de openbare **besturen**.

## HOOFDSTUK VII - **Ontbinding** en vereffening

**Art. 22.** Het sociaal fonds kan enkel ontbonden worden door eenparige beslissing van het Paritair Subcomité van de opvoedingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, die aanvangt bij het verstrijken van de tweede maand die volgt op deze tijdens dewelke deze beslissing werd genomen.

Het Paritair Subcomité duidt de vereffenaars aan uit de leden van het beheerscomité en bepaalt hun bevoegdheden. Het Subcomité bepaalt de besteding van de activa die in overeenstemming **moet** zijn met de doelstelling waarmee het sociaal fonds werd opgericht.

## HOOFDSTUK VIII - Slotbepalingen

**Art. 23.** Deze CAO wordt van kracht op 1 september 2004 en is gesloten voor onbepaalde duur.

**Elk** van de partijen kan hem opzeggen **mits** een **opzeggingstermijn** van drie maanden wordt nageleefd, via een aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité. De termijn van drie maanden begint vanaf de **datum** waarop de aangetekende brief naar de Voorzitter wordt verstuurd.